

Burundi : découverte de fosses communes de 1972 au bord de la rivière Ruvubu

RFI, 08/02/2020 Au Burundi, la Commission vérité et réconciliation (CVR), chargée d'établir la vérité sur les interethniques qui ont endeuillé le Burundi depuis son indépendance en 1962, a lancé des travaux d'excavations de fosses communes sur la route qui relie Gitega, au centre du pays, à Karusi, un peu plus à l'est. Les ossements de plus de 6 000 victimes ont déjà été découverts.

Le site de la rivière Ruvubu fait à peine 300 m sur 100, mais en dix jours les équipes de la CVR ont excavé de six fosses communes les ossements de plus de 6 000 victimes des massacres de 1972 au Burundi. Et ils n'ont pas encore fini avec ce site. Il y a encore deux fosses communes déjà confirmées et dix autres renseignées qui attendent à leur tour d'être fouillées, selon cette Commission. Tous les jours, des autorités et la population sont venues voir ce qui se passait et les témoignages recueillis ont permis d'établir le profil des victimes. Il s'agit de membres de l'élite à l'époque en provenance de Gitega et des provinces voisines, même si pour le moment le président de la CVR refuse de donner l'ethnie des victimes. « Dans ces fosses communes, nous avons le renseignement qu'il y a des prêtres, des militaires, des gendarmes, des commerçants, des enseignants, des élèves de l'école secondaire, de l'université, des paysans au statut confortable (...). La CVR elle n'est pas là pour en premier lieu vous dire que ce sont des Hutu ou des Tutsi qui ont été assassinés, ce sont des Burundais en premier lieu », commente Pierre-Claver Ndayicariye. Ce site est de loin celui qui contient le plus grand nombre de victimes, jamais découvert au Burundi jusqu'ici. Mais le président de la CVR appelle à la prudence. « D'autres sites nous réservent sans doute de mauvaises surprises », a prévenu Pierre-Claver Ndayicariye. Cette commission a déjà identifié quelque 140 000 personnes tuées ou portées disparues lors de différentes crises qui ont endeuillé ce pays ainsi que plus de 4 000 fosses communes réparties sur l'ensemble du pays. L'implication des crimes commis contre les Tutsis. Officiellement, la CVR ne mentionne pas l'ethnie des victimes, mais il est de notoriété publique qu'il s'agit de victimes hutues des massacres de 1972. Une question délicate alors que les deux principales ethnies du pays s'accusent mutuellement depuis toujours de génocide. Du coup, plusieurs organisations et partis issus de la minorité tutsie accusent la CVR de ruser pour le pouvoir actuel, qui est issu de l'ex-principale rébellion hutue du Burundi qui dirige aujourd'hui ce pays. C'est ce qu'explique Emmanuel Nkurunziza, le représentant de l'organisation de lutte contre le génocide au Canada où il vit en exil.